

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	1/47

Pouvoir adjudicateur
IFP Energies Nouvelles
1 et 4, Avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Affaire n°458666-26-SGX-RUE **Voyages et Sorties scolaires à IFP School** **Lot 2 - Transport des élèves et accompagnants dans le cadre** **de sorties scolaires en France organisées à IFP School**



Le Cahier des Clauses Particulières du présent Accord-cadre à bons de commande de Service est élaboré en application du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 21 avril 2021, par arrêté du 30 septembre 2021, par arrêté du 29 décembre 2022 et par Décret n°2024-606 du 26 juin 2024.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	2/47

Table des matières

DEFINITIONS	5
PREAMBULE – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7
1. OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD-CADRE	9
1.1. Objet de l'accord-cadre.....	9
1.2. Forme du contrat	9
1.3. Prestations similaires	9
2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	9
3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	10
3.1. Les pièces contractuelles.....	10
3.2. Modification des pièces constitutives de l'accord-cadre.....	11
4. DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION	11
4.1. Modalités de computation des délais.....	11
4.2. Forme des notifications et informations	12
4.3. Prolongation des délais d'exécution	12
5. BONS DE COMMANDE.....	12
5.1. Généralités	13
5.2. Validité du bon de commande.....	13
5.3. Suspension, annulation d'un bon de commande	13
5.4. Modification d'un bon de commande	14
6. CONTEXTE DES PRESTATIONS	14
6.1. Présentation générale des besoins	14
6.2. Interlocuteurs	14
7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	15
7.1. Contenu et organisation des prestations	15
7.2. Autres dispositions particulières.....	19
7.3. Caractère continu des prestations	19
8. SUIVI DES PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE	19
8.1. Réunion de lancement	19
8.2. Bilan annuel d'activité.....	20
9. ORGANISATION ET GESTION DES EFFECTIFS DU TITULAIRE	20
9.1. Représentation des parties	20
9.2. Obligations légales de l'entreprise quant au personnel.....	21
9.3. Protection de la main-d'œuvre	22
9.4. Gestion des personnels du Titulaire	23

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	3/47

9.4.1.	Généralités	24
9.4.2.	Personel roulant	24
9.5.	Discipline et respect des règles sur site	24
9.6.	Gestion des absences ou des départs	24
9.7.	Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé	25
9.8.	Obligation en matière de travailleurs détachés	25
9.9.	Grève	26
9.10.	Clause de non-sollicitation de salariés	26
10.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN	27
10.1.	Obligations générales du Titulaire	27
10.2.	Obligations générales de l'Acheteur	28
10.3.	Responsabilité du titulaire	29
10.4.	Assurance	29
10.5.	Certificats	29
10.6.	Protection de l'environnement	30
10.7.	Transfert d'activité	30
10.8.	Demande d'informations de suivi	31
11.	PRIX	31
11.1.	Contenu des prix	31
11.2.	Variation des prix	32
12.	CLAUDE DE REEXAMEN	33
13.	MODALITES DE REGLEMENT	36
13.1.	Modalités de facturation	36
13.2.	Avances et acomptes	38
14.	FORCE MAJEURE	38
15.	PENALITES	39
15.1.	Principes généraux	39
15.2.	Tableau des Pénalités de l'accord-cadre	39
16.	SOUS-TRAITANCE	40
17.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	41
18.	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	42
19.	CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE	43
19.1.	Confidentialité	43
19.2.	Déontologie	45
20.	RESILIATION	45

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	4/47

21.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	45
22.	REVERSIBILITE.....	46
23.	PUBLICITE ET REFERENCES	46
24.	POUVOIR DE SIGNATURE	46
25.	LANGUES	46
26.	NON VALIDITE PARTIELLE	46
27.	TITRES	46
28.	LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE	46
29.	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	47

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	5/47

DEFINITIONS

Définitions générales

Les définitions ci-après ne dérogent pas au CCAG FCS et sont rappelées à titre informatif pour faciliter la lecture du présent cahier des clauses particulières (CCP).

Acheteur : désigne le pouvoir adjudicateur qui conclut l'accord-cadre avec le titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement.

Admission : désigne la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité, sans réserve, des prestations aux stipulations de l'accord-cadre. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Ajournement : désigne la décision prise par l'Acheteur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

CCAG-FCS : désigne les Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services approuvé par Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

CCP : désigne le présent cahier des clauses particulières (administratives et techniques).

Jour ouvré : désigne les jours du lundi au vendredi, hors jours fériés visés à l'article L 3133-1 du code du travail et hors périodes de fermeture IFPEN.

Notification : désigne l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Partie(s) : l'Acheteur et le Titulaire sont désignées ci-après individuellement par « Partie » et collectivement « Parties ».

Prestation(s) : désignent les fournitures courantes ou les services objet de l'accord-cadre.

Réfaction : désigne la décision prise par l'Acheteur de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions de l'accord-cadre, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Rejet : désigne la décision prise par l'Acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Réserves : désignent l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations de l'accord-cadre, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du Titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	6/47

Titulaire : désigne l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur.

Définitions complémentaires

Les définitions suivantes sont également précisées :

Partie Divulgateur : désigne la Partie qui divulgue ses Informations Confidentielles.

Partie Récipiendaire : désigne la Partie qui reçoit des Informations Confidentielles.

Information(s) Confidentielle(s) : signifie tout document, donnée, échantillon, code informatique, dessin, photo, plan, procédé, données expérimentales, résultats d'essai, modèle, formule, prototype, concept, savoir-faire, rapport, invention, schéma, ou en général toutes informations de nature technique, commerciale, financière, administrative, ou de quelque nature que ce soit, qu'elles soient écrites, électroniques, ou contenues dans quelque support que ce soit, ayant un rapport direct avec le présent accord-cadre, communiquées par une Partie à l'autre Partie, ou auxquelles l'autre Partie a autrement eu accès dans le cadre de ce dernier que le caractère confidentiel de l'information soit ou non explicitement indiqué. Sont également considérées comme « Informations Confidentielles », toutes informations ayant un rapport direct avec la Prestation et divulguées au cours des discussions orales entre les Parties.

Site : désigne l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs appelé aussi IFP School, située au 228-232 Av. Napoléon Bonaparte - 92500 Rueil-Malmaison, et qui est un établissement secondaire de IFP Energies Nouvelles.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	7/47

PREAMBULE – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dispositions générales

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) est établi par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 21 avril 2021, par arrêté du 30 septembre 2021, par arrêté du 29 décembre 2022 et par Décret n°2024-606 du 26 juin 2024 (**CCAG-FCS**). Le dernier article du présent document indique la liste récapitulative des articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé.

Présentation de l'Acheteur

IFP Énergies nouvelles (ci-après « IFPEN »), Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4, avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison, est un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Depuis les concepts scientifiques en recherche fondamentale jusqu'aux solutions technologiques en recherche appliquée, l'innovation est au cœur de son action, articulée autour de quatre orientations stratégiques : climat ; environnement et économie circulaire ; énergies renouvelables ; mobilité durable ; hydrocarbures responsables. IFPEN est présent sur 2 sites en France : Rueil-Malmaison et Solaize (Lyon).

Présentation IFP School

L'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs (ENSPM) est une école d'application française accréditée à délivrer un diplôme d'ingénieur. Le nom de marque de l'école est IFP School.

IFP School apporte à des étudiants et jeunes professionnels du monde entier une formation dans les domaines de l'énergie et des transports répondant aux besoins de l'industrie et aux demandes de la société en particulier en matière de développement durable et d'innovation.

Basée à Rueil-Malmaison (92), elle accueille des étudiants déjà diplômés, en majorité d'une école d'ingénieurs.

L'Ecole en quelques chiffres :

- 250 à 300 élèves sur le Campus
- Age moyen 25 ans
- 50 % d'étudiants internationaux originaires de plus de 50 pays
- 16 programmes dispensés sur le Campus
- Cursus de 16 à 22 mois
- Alternance de périodes école et périodes en entreprise pour 90% des élèves
- 70 employés dont 40 professeurs permanents

L'école se compose de 4 Centres Pédagogiques spécialisés chacun dans un secteur industriel différent :

- Centre Motorisations et mobilité durable ;
- Centre Géoressources et énergie ;
- Centre Economie et management de l'énergie ;
- Centre Procédés pour l'énergie et la chimie.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	8/47

Chaque centre assure des programmes d'enseignement diplômants, dont 11 programmes ingénieur (247 élèves promotion 2023) et, en partenariat avec d'autres acteurs universitaires, 3 Masters orientés recherche (~90 élèves promotion 2023), 2 Mastères spécialisés (~41 élèves promotion 2023) et 1 exécutive Master (~40 élèves promotion 2023).

IFP School fait partie intégrante d'IFP Energies nouvelles (pouvoir adjudicateur du présent accord-cadre).

Contexte législatif et réglementaire

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions de Code de la Commande Publique en vigueur au moment de sa conclusion.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	9/47

1. OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD-CADRE

1.1. Objet de l'accord-cadre

Objet de l'accord-cadre : Transport des élèves et accompagnants dans le cadre de sorties scolaires en France organisées à IFP School.

Lieu d'exécution des prestations de l'accord-cadre :

- IFP School - 232 Avenue Napoléon Bonaparte - 92500 Rueil-Malmaison,
- Territoire France métropolitaine.

1.2. Forme du contrat

Le contrat passé prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande monoattributaire, pluriannuel, réglé à partir des prix unitaires figurant au Bordereau des prix unitaires (BPU) du contrat, sans minimum et avec un maximum fixé en montant financier pour la durée totale de l'accord-cadre de la façon suivante :

Montant minimum en € HT	Montant maximum en € HT
sans minimum	200 000

Le montant maximum tient compte des prestations à réaliser sur la durée totale de l'accord-cadre période de reconduction incluse, de l'éventuelle application en cours d'exécution de l'accord-cadre de l'article 1.3 « Prestations similaires » du CCP et de l'article 12 « Clause de réexamen » du CCP.

L'accord-cadre à bons de commande est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

1.3. Prestations similaires

L'Acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché public (marché ou accord-cadre) sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R.2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement de l'accord-cadre compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il est possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au Titulaire.

2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de trois (3) ans, à compter du 01/04/2026 (quand bien même la date de notification serait antérieure) ou à la date de notification si celle-ci est postérieure.

L'accord-cadre est reconductible : ☒ Oui ☐ Non

- Nombre de reconductions possibles : une (1) reconduction possible.
- Durée des reconductions possibles : un (1) an.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	10/ 47

La durée maximum de l'accord-cadre, toutes reconductions incluses, est de 4 ans.

- Mécanisme de reconduction de l'accord-cadre : Tacite.

La décision de non-reconduction de l'accord-cadre est à la discrétion exclusive d'IFPEN, le cas échéant elle est notifiée au titulaire trois (3) mois avant l'échéance de la période ferme de l'accord-cadre.

3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Les pièces contractuelles

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

Le présent accord-cadre est constitué par les documents suivants, lesquels s'entendent par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (BPU : Bordereau des prix unitaires) et éventuellement son annexe de Mise au point,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 21 avril 2021, par arrêté du 30 septembre 2021, par arrêté du 29 décembre 2022 et par Décret n°2024-606 du 26 juin 2024 (CCAG-FCS). Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent accord-cadre, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter,
- L'offre technique du Titulaire et tous documents associés valant engagements contractuels (un mémoire technique associé éventuellement au cadre de réponse Technique et RSE),
- Les bons de commande (éventuels – voir article 5 – changement d'ERP),
- Les ordres de service (éventuels),
- Le Règlement intérieur d'IFP Energies nouvelles et de COFIP – version du 1^{er} décembre 2022,
- Le code de conduite anti-corruption d'IFPEN,
- La charte des systèmes d'information d'IFPEN et de COFIP – version du 3 mai 2021,
- La charte des achats IFP Energies Nouvelles – version du 31 mars 2011,
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les avenants et les éventuels actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant, conclus et notifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre désignent également des pièces constitutives.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels énumérés ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique font foi.

Les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme. En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant l'accord-cadre, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) en cours de consultation, le Titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans ses prix, sans exception ni

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	11/ 47

réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le Titulaire doit l'intégralité des prestations, en conformité avec les enjeux et les objectifs définis dans les documents définis. Le Titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent accord-cadre.

NB : la signature par le Titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant l'accord-cadre et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

L'ensemble des réglementations et des documents généraux mentionnés dans les documents contractuels, en vigueur dans leur dernière version et non joints au dossier de consultation, sont réputés connus du Titulaire.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont conformes à la réglementation et aux normes françaises homologuées.

3.2. Modification des pièces constitutives de l'accord-cadre

Sauf dans les hypothèses limitativement énumérées à l'article 12 du présent document (clause de réexamen), les documents et leurs annexes, constitutifs de l'accord-cadre, ne peuvent être modifiés sans la signature d'un avenant par des représentants habilités des parties dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

La modification ne peut bouleverser l'économie ou changer substantiellement la nature globale de l'accord-cadre.

Tout avenant ou modification de l'un des documents contractuels, une fois approuvé par les parties, a le rang du document qu'il complète ou amende.

4. DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION

Compte tenu des spécificités tenant à son ERP, IFPEN adressera au titulaire des bons de commande dans les conditions de l'article 5 du CCP.

Nota : il est porté à la connaissance du titulaire qu'IFPEN a d'ores et déjà entrepris de procéder au changement de son ERP (nouvel outil : CEGID XRP Ultimate). Le nouvel outil devrait être opérationnel à compter du 01.04.2026. Une information spécifique sera portée à la connaissance du Titulaire dès la mise en œuvre effective de celui-ci et des impacts sur les conditions définies au présent CCP (modalités de commande...). Les modifications seront actées par ordre de service.

4.1. Modalités de computation des délais

- Tout délai mentionné par les documents du présent accord-cadre commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait servant de point de départ ;
- Lorsque le délai est fixé en jours calendaires, il inclut les samedis, dimanches et jours fériés. Il expire à minuit le dernier jour du délai ;
- Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés et hors périodes de fermeture du Site communiquées préalablement au Titulaire ;

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	12/ 47

- Lorsque le délai est fixé en mois, il est fixé de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour du mois à minuit.

Le délai d'exécution d'un bon de commande est déterminé dans chaque bon de commande.

La date d'expiration du délai est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

4.2. Forme des notifications et informations

La notification au Titulaire des décisions, informations et/ou tout document faisant courir un délai est faite auprès de son représentant dûment habilité :

- soit contre récépissé,
- soit par échanges dématérialisés avec accusé de réception,
- soit par LRAR,
- ou par tout moyen permettant d'attester la date et heure de réception.

4.3. Prolongation des délais d'exécution

En cours d'exécution de l'accord-cadre, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'Acheteur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.

Le Titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution, par LRAR et/ou par courriel électronique avec accusé de réception.

Le Titulaire dispose d'un délai de cinq jours calendaires pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de réalisation de la prestation et/ou de remise du livrable concerné.

L'Acheteur notifie par écrit au Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

5. BONS DE COMMANDE

Compte tenu des spécificités tenant à son ERP, IFPEN adressera au titulaire des bons de commande dans les conditions de l'article 5 du CCP.

Nota : il est porté à la connaissance du titulaire qu'IFPEN a d'ores et déjà entrepris de procéder au changement de son ERP (nouvel outil : CEGID XRP Ultimate). Le nouvel outil devrait être opérationnel à compter du 01.04.2026. Une information spécifique sera portée à la connaissance du Titulaire dès la mise en œuvre effective de celui-ci et des impacts sur les conditions définies au présent CCP (modalités de commande...). Les modifications seront actées par ordre de service.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	13/ 47

5.1. Généralités

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, des bons de commande sont édités par IFPEN puis notifiés au Titulaire. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire principalement sur la base du Bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande indique :

- La référence du contrat (N° de contrat IFPEN indiqué à l'acte d'engagement),
- La date et le numéro du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du Titulaire,
- Les quantités, références, désignations et prix des prestations,
- Le montant de la commande HT et TTC,
- La durée et/ou les dates d'exécution, dans le respect des délais définis par les documents contractuels.

Le Titulaire fournit, au plus tard à la notification de l'accord-cadre, une adresse de courriel électronique unique à IFPEN pour la réception des bons de commande achat.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre et **jusqu'au dernier jour de sa validité**.

Le Titulaire dispose d'un délai de **5 jours ouvrés** à compter de la réception du bon de commande pour signaler à IFPEN toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations.

En l'absence de réserves exprimées par le Titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

5.2. Validité du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution des bons de commande est déterminé dans chaque bon de commande.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la date d'échéance de l'accord-cadre dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance de l'accord-cadre.

Nonobstant le terme ou la résiliation du présent accord-cadre, les bons de commande qui sont notifiés avant son échéance ou sa résiliation restent en vigueur pour leur durée propre et les dispositions du présent accord-cadre continuent à leurs être applicables, sauf si ces dits bons de commande sont eux-mêmes résiliés conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

5.3. Suspension, annulation d'un bon de commande

Après émission du bon de commande, IFPEN dispose de la faculté de suspendre ou d'annuler l'exécution du bon de commande émis.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	14/ 47

IFPEN adresse cette décision au titulaire par tout moyen prouvant la date certaine de l'envoi et de la réception (par voie électronique) dans un délai maximum de 48 heures précédant le début de la sortie scolaire. Cette décision n'entraîne aucune indemnité de quelque nature que ce soit au profit du titulaire.

Toutefois, en cas d'une décision d'annulation, de suspension notifiée tardivement soit en deçà des 48 heures précédant le début de la sortie scolaire, IFPEN prend à sa charge à hauteur de 50% du montant total du bon de commande, les frais de prestations que le titulaire aurait pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, dans la mesure où le titulaire produit des justificatifs attestant de l'existence de frais établis en ce sens consécutifs à un commencement d'exécution de la prestation. Le règlement partiel de la commande interrompue s'effectuera sur la base des prix contractualisés.

5.4. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, IFPEN peut modifier, dans un délai maximum de 48 heures précédant le début de la sortie scolaire, sans frais, les références, les quantités ou l'objet du bon de commande correspondant.

IFPEN émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées supra.

6. CONTEXTE DES PRESTATIONS

6.1. Présentation générale des besoins

Dans le cadre des programmes de formation spécialisées pour ingénieurs, des sorties scolaires de type pédagogique en grande partie (et de façon ponctuelle de type « social event ») sont organisées et réalisées à IFP School.

IFP School, fait appel à un prestataire qualifié de transport routier de voyageurs pour la réalisation dans les règles de l'art des prestations de transport dans le cadre des sorties scolaires organisées.

6.2. Interlocuteurs

Directeurs de Centre IFP School et Responsables de programmes IFP School

L'école se compose de 4 Centres Pédagogiques spécialisés chacun dans un secteur industriel différent :

- Centre Motorisations et mobilité durable ;
- Centre Géoressources et énergie ;
- Centre Economie et management de l'énergie ;
- Centre Procédés pour l'énergie et la chimie.

Chaque centre assure des programmes d'enseignement diplômants, dont 11 programmes ingénieur et, en partenariat avec d'autres acteurs universitaires, 3 Masters orientés recherche, 2 Mastères spécialisés et 1 exécutive Master.

Au sein de chacun des 4 centres pédagogiques de IFP School, les Directeurs de Centre Pédagogique et les Responsables de programme d'enseignement décident chaque année des contenus des programmes diplômants, de la pédagogie à mettre en œuvre et des sorties scolaires à réaliser.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	15/ 47

Le contenu et le planning de chaque sortie scolaire sont élaborés par les Directeurs de Centre Pédagogique et les Responsables de programme d'enseignement de IFP School avec les entreprises et organismes qui acceptent d'accueillir les élèves de IFP School sur leurs sites.

Gestionnaires pédagogiques IFP School

Au sein de chacun des 4 centres pédagogiques, des gestionnaires pédagogiques assurent la gestion des scolarités et la gestion administrative des programmes d'enseignement diplômants. Les gestionnaires pédagogiques jouent un rôle clé dans le bon fonctionnement des programmes, et sont notamment en charge d'organiser les sorties scolaires avec le prestataire de transport de IFP School une fois qu'elles ont été arrêtées en termes de contenu et planning.

Le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School et l'Acheteur IFPEN référent du contrat.

Le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School et l'Acheteur IFPEN référent du contrat assurent le suivi général des prestations de l'accord-cadre, le traitement des litiges et l'application des clauses du contrat.

7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. Contenu et organisation des prestations

Contenu des prestations

Chaque sortie scolaire organisée à IFP School correspond à une activité extérieure dont la durée est inférieure ou égale à 1 journée (trajet aller-retour compris).

La formalisation d'une programmation prévisionnelle annuelle des sorties scolaires à réaliser sur l'année scolaire en cours sera réalisée et transmise au titulaire lors de la Réunion de lancement et ensuite lors des Réunions de Bilan annuel d'activité.

Les sorties scolaires sont réalisées jours ouvrés (pas de sorties scolaires sur des jours non ouvrés) et heures ouvrées généralement (il peut y avoir des dépassements sur heures non ouvrées pour des sorties scolaires spécifiques).

Le public voyageur dans le cadre des sorties scolaires est composé d'élèves de IFP School et d'accompagnants. Les élèves sont des jeunes adultes (âge supérieur à 18 ans) de nationalité française et étrangères. IFP School accueille 50 % d'étudiants internationaux dans ses promotions en provenance de plus de 50 pays. Les élèves étrangers dans la majorité des cas ont des connaissances en langue française. Les élèves étrangers maîtrisent l'anglais. Les accompagnants sont des enseignants de IFP School (statut CDI, statut vacataire CDD d'usage, ou statut de prestataire externe ou conventionné), qui sont chargés de l'organisation des sorties scolaires.

Pour chaque sortie scolaire organisée, IFP School fournit au Titulaire 1 mois avant la date de réalisation de la sortie scolaire le bon de commande achat précisant le nombre de participants (élèves et accompagnateurs), le planning de la sortie scolaire et le prix de la prestation de transport.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	16/ 47

IFP School fournit au plus tôt 1 mois avant la date de réalisation de la sortie scolaire et au plus tard 48 heures avant la date de réalisation de la sortie scolaire, la liste des voyageurs (élèves de IFP School et accompagnateurs) précisant le nom et prénom des voyageurs.

Au plus tard 48 heures avant la date de réalisation de la sortie scolaire, le titulaire transmet à IFP School, le nom, prénom et n° téléphone mobile du chauffeur et la plaque d'immatriculation du véhicule qui seront mobilisés pour la prestation transport.

Les véhicules du titulaire se présentent devant l'établissement IFP School au 232 Avenue Napoléon Bonaparte - 92500 Rueil-Malmaison pour la prise en charge des voyageurs en début de sortie scolaire et pour le dépôt des voyageurs en fin de sortie scolaire.

L'itinéraire routier entrepris durant la sortie scolaire pour rejoindre l'ensemble des sites de visite est à la discrétion exclusive du titulaire.

Organisation des prestations

1 - Capacité professionnelle du titulaire

Aucun véhicule employé au transport en commun de personnes ne peut être mis en circulation sans disposer d'une attestation d'aménagement.

Le titulaire doit être inscrit au REGISTRE DES ENTREPRISES DE TRANSPORT PUBLIC ROUTIER DE PERSONNES, selon le décret n° 85-891 du 16 Août 1985, et doit justifier d'une licence de transport délivrée par la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) en Ile-de-France et par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) en région.

A ce titre, le titulaire produit une copie de la licence de transport en cours de validité. En cas de retrait de la licence, le titulaire doit impérativement en informer IFPEN dans un délai de 48h après notification du retrait ou de la suspension et lui envoyer la copie de l'acte de retrait. L'envoi est adressé à l'acheteur référent IFPEN en charge du suivi du contrat.

Le titulaire doit également justifier auprès de IFPEN de la conformité technique des véhicules affectés au transport des passagers.

IFPEN peut à tout moment exiger pour tout véhicule mis à disposition pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre : la carte grise, l'autorisation de mise en circulation, l'attestation d'assurance à jour, le contrôle technique en cours de validité ainsi que le permis de conduire et les attestations de formation FIMO (Formation Initiale Minimale Obligatoire) et FCO (Formation Continue Obligatoire) du conducteur.

2 - Les véhicules

Le titulaire s'engage au respect des dispositions réglementaires en matière de transport public de voyageurs et en particulier des dispositions de l'arrêté de 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun des personnes.

Le titulaire s'engage au respect des dispositions réglementaires applicables aux voitures particulières lorsqu'il est mis à disposition pour la réalisation des prestations de transport un véhicule de type minibus.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	17/ 47

Le titulaire s'engage à présenter des véhicules (autocars ou minibus) pourvus de ceintures de sécurité, et avec le nombre de places assises en concordance avec le nombre de passagers communiqué à la commande.

Le transporteur s'engage à mettre à disposition un nombre de véhicules (autocars ou minibus) suffisant en fonction des effectifs de voyageurs indiqués dans la commande.

Les véhicules (autocars ou minibus) devront permettre le transport des élèves et accompagnateurs IFP School dans des conditions d'hygiène et de propretés irréprochables. La propreté du véhicule est appréciée à l'intérieur du véhicule et à l'extérieur du véhicule. Les véhicules devront être adaptés à la distance à parcourir.

Les véhicules doivent être adaptés au poids et volume des bagages prévus. Dans le cadre des sorties scolaires, les bagages des voyageurs se limitent à un sac à dos d'étudiant ou un sac à main d'étudiant par voyageur. A chaque descente du véhicule, les voyageurs emportent leur bagage et ne sont pas autorisés à laisser quelconque bagage dans le véhicule ni dans l'habitacle ni en soute.

Le titulaire est responsable de la conformité et du parfait état des véhicules. Conformément à la réglementation en vigueur, ceux-ci doivent répondre à toutes les normes en matière de circulation et de sécurité des personnes transportées et des autres usagers de la voie publique, notamment la présence de ceintures de sécurité.

Les véhicules employés pour l'exécution des prestations de transport devront être conformes aux dispositions réglementaires en vigueur et aux engagements du titulaire stipulés dans son offre valant engagement contractuel.

3 - Les chauffeurs

Le prestataire affectera à l'exécution de la prestation uniquement du personnel qualifié.

Le prestataire s'assurera de la validité du permis des conducteurs et s'engagera à informer IFPEN des changements de situation. Le titulaire devra s'assurer de la formation continue et régulière de ses conducteurs, en termes de réglementation (code de la route, sécurité à bord...).

Le prestataire fournira à ses conducteurs toutes les informations nécessaires pour mener à bien l'exécution des prestations de transport du présent accord-cadre, et s'assurera de la bonne réception et de la bonne compréhension par tout moyen de communication possible (mail, accusé de réception, téléphone portable).

Les conducteurs auront connaissance de la commande d'achat passé, du lieu de prise en charge, de dépôt, et de retour, de même que les horaires à respecter.

Les conducteurs doivent non seulement répondre aux conditions légales et réglementaires pour travailler, mais également faire preuve de courtoisie envers les usagers. Le titulaire veillera à ce que leur attitude soit adaptée au public transporté.

Les conducteurs se doivent de conduire leur véhicule en étant attentifs à la sécurité et au confort des passagers et rouler à vitesse raisonnable selon la configuration de la voirie et les conditions de circulation.

Les conducteurs doivent pouvoir porter assistance aux personnes à mobilité réduite dans le véhicule (autocars ou minibus) si le cas se présente.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	18/ 47

Les conducteurs doivent toujours être en possession, lors de l'exécution des prestations de transport, des documents suivants :

- Immatriculation du véhicule,
- Attestation d'assurance à jour,
- le cas échéant le contrôle technique en cours de validité,
- carte d'identité du conducteur et permis de conduire du conducteur et attestation de visite médicale valide,
- Attestation Formation Initiale Minimale Obligatoire (FIMO) et Formation Continue Obligatoire (FCO) le cas échéant,
- carte conducteur,
- carte grise,
- le cas échéant carte violette ou attestation d'aménagement du véhicule,
- le cas échéant carte chronotachygraphe.

Sécurité

La prise en charge et le transport des personnes s'effectueront toujours dans les conditions optimales garantissant la sécurité physique et morales des personnes.

Les prestations de service doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre, aux prescriptions des normes françaises ou communautaires homologués, selon la réglementation française et européenne en vigueur.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance du code des transports, du code de la route, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires de tous les textes administratifs européens, nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation européenne et nationale intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre devra satisfaire à toutes les prescriptions imposées par la législation du travail en vigueur.

Le titulaire devra rappeler aux personnes transportées, en fonction des moyens dont il dispose, les consignes de sécurité indispensables (connaissance des issues de secours, des matériels réglementaires et notamment, marteaux brise-vitre, pharmacie de secours, extincteur...).

Le titulaire est responsable de la sécurité du transport, y compris lors de chaque montée et de chaque descente des passagers du véhicule. Durant le temps nécessaire aux opérations de montée et de descente des usagers, le conducteur veillera à actionner ses feux de détresse.

En cas d'incidents de véhicules ne permettant pas au titulaire d'achever une prestation de transport dans le cadre d'une sortie scolaire, il doit par tout moyen faire appel à un autre véhicule qui assurera le transport des voyageurs (élèves et accompagnants) jusqu'à destination ou les ramènera au lieu de chargement soit à IFP School (adresse : 232 Avenue Napoléon Bonaparte - 92500 Rueil-Malmaison).

Les règles de discipline doivent être respectées par les élèves et accompagnants transportés. En cas d'incident durant la prestation de transport relevant d'un écart de discipline de la part d'un élève ou d'un accompagnant, le titulaire informe le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School et l'Acheteur IFPEN référent du contrat par écrit par courriel avec accusé de réception ou par courrier postal avec accusé de réception afin que des mesures de sanctions appropriées soient mises en œuvre. Toute détérioration

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	19/ 47

commise par un élève ou un accompagnant à l'intérieur d'un véhicule affecté aux prestations de transport engage la responsabilité exclusive de l'élève ou de l'accompagnant.

A chaque sortie scolaire, le nombre maximal de personnes pouvant être transportées dans le véhicule ne peut excéder celui inscrit sur l'attestation d'aménagement ou la carte violette dudit véhicule.

7.2. Autres Dispositions particulières

Badge d'accès au site IFP School

Le site IFP School étant un établissement à accès restrictif. Les intervenants des prestataires de IFP School et IFPEN appelés à intervenir sur le Site doivent être habilités par IFPEN et disposer de badges pour accéder à l'établissement. Dans le cadre de l'exécution des prestations de transport de l'accord-cadre, les chauffeurs ne disposeront pas de badge d'accès au site IFP School n'ayant pas vocation à entrer sur le site IFP School. Les interlocuteurs du titulaire se verront octroyer un badge visiteur lors de leurs venues éventuelles sur site IFP School pour la tenue de réunion en présentiel par exemple.

Locaux affectés au Titulaire sur site IFP School

Aucun local ne sera mis à disposition du Titulaire par IFPEN et IFP School pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Matériels et équipements

Aucun matériel ou équipement n'est mis à disposition du Titulaire par IFPEN et IFP School pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Accès au restaurant d'entreprise et au parking

Le restaurant d'entreprise et le parking ne sont pas accessibles aux intervenants du Titulaire.

7.3. Caractère continu des prestations

Le Titulaire a l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires et une organisation permettant de garantir une continuité d'exécution de la prestation de transport et une qualité de la prestation de transport tout au long de la durée de l'accord-cadre.

8. SUIVI DES PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera organisée après notification de l'accord-cadre signé par l'ensemble des Parties. Elle rassemblera les représentants du Titulaire dont le(la) référent(e) contrat pour le pilotage des prestations de l'accord-cadre, les représentants de IFPEN/IFP School dont le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School et l'acheteur référent du contrat.

La réunion a pour objet notamment :

- La présentation des interlocuteurs du Titulaire,
- La formalisation d'une programmation prévisionnelle annuelle des sorties à réaliser,
- La présentation des ressources et moyens mis en œuvre,

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	20/ 47

- L'initialisation des procédures de travail,
- La répartition le cas échéant des tâches entre le Titulaire et IFP School,
- Le rappel des résultats attendus et des démarches à entreprendre.

Cette liste n'est pas exhaustive et IFPEN se garde le droit d'ajouter des sujets à aborder lors de cette réunion. Avant le commencement des prestations, le Titulaire peut demander à réaliser une visite du site IFP School. Les modalités de cette visite sont librement fixées avec le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School. Un compte rendu est rédigé par l'acheteur et notifié en fin de réunion à l'ensemble des participants.

8.2. Bilan annuel d'activité

Une réunion est organisée chaque année début juillet pour faire le bilan des prestations sur la période scolaire écoulée (septembre-juin).

Elle rassemblera les représentants du Titulaire dont le(la) référent(e) contrat pour le pilotage des prestations de l'accord-cadre, les représentants de IFPEN/IFP School dont le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School et l'acheteur référent du contrat et éventuellement les directeurs de centres de formation

Ce bilan est l'occasion de faire le point sur l'activité, notamment :

- Moyens humains : équipe d'encadrement, chauffeurs intervenants.
- Revue des faits marquants.
- Revue de la Facturation.
- Propositions d'améliorations.
- Formalisation d'une programmation prévisionnelle annuelle des sorties à réaliser sur l'année scolaire prochaine.

Cette liste n'est pas exhaustive et IFPEN se garde le droit d'ajouter des sujets à aborder lors de cette réunion. Un compte rendu est rédigé par l'acheteur et notifié en fin de réunion à l'ensemble des participants.

9. ORGANISATION ET GESTION DES EFFECTIFS DU TITULAIRE

9.1. Représentation des parties

9.1.1. Les représentants d'IFPEN

- a) le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School (IFP School),
- b) les Directeurs de Centre IFP School (IFP School),
- c) l'Acheteur (Direction des Finances IFPEN).

9.1.2. Les représentants du Titulaire

- a) Le/la référent(e) contrat pour le pilotage des prestations de l'accord-cadre, interlocuteur principal d'IFPEN pour le pilotage de l'accord-cadre et ayant un pouvoir décisionnel habilité à engager la responsabilité du Titulaire pour son périmètre d'action.

Le titulaire s'engage à le/la remplacer, en cas de départ de celui(elle)-ci, après accord de d'IFPEN. Dans ces conditions, le remplaçant doit présenter les mêmes qualifications et compétences professionnelles.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	21/ 47

A ce titre, cet interlocuteur doit :

- être qualifié(e) et autorisé(e) à prendre toute décision immédiate à la suite des observations, des réclamations émises par IFPEN, à valider les choix envisagés,
- être en mesure d'apporter une réponse ou une action corrective à toute demande formulée par IFPEN dans les domaines couverts par l'accord-cadre,
- assister aux réunions définies dans l'accord-cadre ou demandées par IFP School,
- être facilement joignable en heure ouvrable,
- se tenir informé(e) des réglementations en vigueur impactant les prestations de l'accord-cadre et de leurs évolutions,
- vérifier l'exécution et garantir la qualité des prestations,
- fournir les livrables et rapports définis dans l'accord-cadre,
- faire respecter la discipline par le personnel d'exécution.

9.2. Obligations légales de l'entreprise quant au personnel

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, les règlements en vigueur, notamment sur site IFPEN le règlement intérieur et la charte des systèmes d'informations.

A cet égard, il est rappelé que le titulaire est responsable de ses salariés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit et notamment :

- des accidents,
- des dégradations,
- Et de tout événement commis pendant l'exécution des prestations ainsi que de tout fait illicite qui pourrait être perpétré par ses employés.

En cas de dégradations, les frais de remise en état sont entièrement supportés par le titulaire compte tenu de sa qualité d'employeur.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui doit se conformer strictement :

- aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel ;
- à la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie et au Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- aux mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié (articles L8221-1 à L8224-6 du code du travail) ;
- aux obligations en matière de travailleurs détachés (R1261-1 à D1265-1).

Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée de l'accord-cadre.

Et notamment les articles du Code du travail :

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	22/ 47

- L8241-1 à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
- L8231-1 à L8234-3 relatifs au « délit de marchandage »,
- L8251-1 à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
- D8254-1 à D8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
- L4741-1 à L4741-14 relatif aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

Le titulaire est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

S'il apparaît que l'entreprise n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour IFPEN, sa responsabilité peut être engagée.

De même, IFPEN se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces différents textes normatifs ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

9.3. Protection de la main-d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

IFPEN se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant dès lors qu'elles n'ont pas un impact financier sur les prix de l'accord-cadre. Néanmoins, IFPEN se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par ailleurs, le titulaire remet :

- au plus tard lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre prévue à l'article 8.1 du CCP et seulement en cas d'embauche de travailleurs étrangers, la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (article D. 8254-2 du même code) :
 - o Sa date d'embauche ;
 - o Sa nationalité ;
 - o Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent contrat, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	23/ 47

9.4. Gestion des personnels du Titulaire

9.4.1. Généralités

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, il appartient au titulaire de mettre en place les effectifs qualifiés et compétents dans les domaines professionnels requis par l'exécution de l'accord-cadre, expérimentés dans leurs spécialités ainsi qu'un référent contrat capable de piloter l'accord-cadre en exécution avec IFP School.

Le Prestataire s'engage à ce que les Intervenants :

- travaillent avec diligence et rigueur dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre, selon les règles de l'art, et coopèrent avec le personnel de IFP School afin d'obtenir une efficacité optimale du service de transport à destination des élèves et accompagnants de IFP School,
- respectent les lois et règlements en vigueur et généralement s'abstiennent de tout comportement pouvant porter préjudice à IFPEN et à l'IFP School.

Les Parties conviennent par les présentes que la pérennité et la stabilité des Intervenants affectés à la réalisation des prestations pendant toute la durée de l'accord-cadre est un élément essentiel de l'accord-cadre pour IFPEN.

IFPEN se réserve le droit d'organiser avec le Titulaire, à son initiative en cours de l'accord-cadre, une réunion afin de faire un bilan des équipes et compétences affectées à l'exécution des prestations de l'accord-cadre pour d'éventuels ajustements.

L'équipe d'exécution doit être en situation régulière vis à vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Chaque intervenant proposé par le Titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations de l'accord-cadre fait l'objet d'une validation par IFP School au préalable. IFP School se réserve le droit de refuser une proposition de profil qui n'est pas conforme aux exigences de l'accord-cadre et d'exiger une nouvelle proposition de profil.

9.4.2. Personnel roulant

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur et plus particulièrement les obligations de la législation sociale applicable aux transports, notamment en matière de temps de conduite, de repos ainsi que d'équipement des véhicules en appareils de contrôle.

Le titulaire met à disposition un personnel roulant compétent ayant reçu une formation adaptée. Les conducteurs sont titulaires d'un permis D valide, sont à jour des visites médicales obligatoires à réaliser, sont à jour de la Formation Initiale Minimale Obligatoire (FIMO) et de la Formation Continue Obligatoire (FCO) attestant des compétences professionnelles des conducteurs.

Le titulaire devra pouvoir justifier de la mise à jour régulière des permis des chauffeurs (validité des permis de conduire, visite médicale...) à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre.

Les conducteurs doivent faire preuve de qualités relationnelles confirmées et doivent s'adapter aux contraintes spécifiques du public transporté. En outre, la responsabilité du titulaire est directement engagée par le comportement du conducteur.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	24/ 47

Au plus tard, la veille avant 15h avant le début de chaque prestation, le prestataire s'engage à communiquer les coordonnées téléphoniques du/des conducteur(s) mis à disposition afin de gérer tout incident avant et/ou durant l'exécution des prestations.

9.5. Discipline et respect des règles sur site

Le titulaire désigné s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au site.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des personnels d'IFPEN. Lors de ses interventions sur le site, le titulaire respecte les locaux et l'environnement de travail des personnels d'IFPEN et se montre discret.

Il est par exemple interdit au personnel du titulaire :

- De prendre des repas à l'intérieur des locaux non prévus à cet effet,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De sortir des sites d'exécution des objets ou des documents dont IFPEN est propriétaire, procéder à des vols ou à des détériorations, ou utiliser à des fins personnelles et sans accord préalable d'IFPEN, les moyens divers auxquels ils ont accès,
- De pénétrer sur le site sans badge.

Cette liste n'est pas limitative. En cas de manquement constaté, IFPEN se réserve le droit demander auprès du titulaire la récusation du personnel en faute et son remplacement selon un délai déterminé d'un commun accord. Un tel remplacement ne peut entraîner de surcoût.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents lors de l'exécution des prestations sur site (IFP School) et ailleurs telles que prévues à l'accord-cadre, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le personnel préposé à l'exécution des prestations de l'accord-cadre ne sollicite pas IFPEN pour des problématiques relevant du titulaire. En outre, IFPEN peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations de l'accord-cadre (y compris l'interlocuteur principal soit le référent contrat). Le titulaire procède alors à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation du remplaçant consiste en la transmission des connaissances nécessaires à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de l'accord-cadre et notamment des prix ou des délais d'exécution.

En cas de trois refus successifs par IFPEN d'un remplaçant proposé par le titulaire, la personne publique se réserve le droit de résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

9.6. Gestion des absences ou des départs

Toute modification intervenant dans la composition du personnel ou la distribution des tâches doit être portée à la connaissance d'IFPEN au plus tôt.

En cas d'empêchement momentané ou de départ d'un de ses préposés affectés à l'exécution des prestations, le titulaire en avise le représentant d'IFPEN et désigne un remplaçant vers lequel il doit assurer

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	25/ 47

le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu. Les personnels remplaçants doivent présenter les mêmes qualifications.

Le titulaire ne peut pas justifier de la non-atteinte de son obligation de résultat du fait de ces absences.

Dans ces conditions, tout remplacement de personnel doit être signalé au pouvoir adjudicateur au plus tard le jour même de l'intervention à IFPEN. À défaut, le personnel non connu d'IFPEN peut se voir refuser l'accès au Site IFPEN.

Le remplaçant prend ses fonctions au plus tard le jour où la personne qu'il remplace quitte les siennes. Ainsi, le titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

De même, durant les congés des agents œuvrant, les remplaçants doivent être préalablement identifiés avant de pénétrer sur le Site IFPEN.

Ces changements affectant le personnel d'exécution doivent être formalisés selon des moyens définis entre IFPEN et le titulaire lors de la réunion de lancement prévue à l'article 8.1 du CCP.

9.7. Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et demeure responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donne lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions des articles L8222-5 et L. 8222-6 et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations. Le titulaire, en réponse à cette injonction, transmet à IFPEN tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours. Faute de régularisation dans le délai imparti, le titulaire est passible de pénalités dont le régime est présenté à l'article 15 du CCP.

9.8. Obligation en matière de travailleurs détachés

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire de l'accord-cadre détache un ou plusieurs salariés dans les conditions prévues aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du même code, il remet d'office à IFPEN et préalablement au détachement :

- Une copie de la déclaration de détachement, transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article L1262-2-1 du même code.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	26/ 47

Le titulaire remet également à IFPEN l'ensemble des pièces définies ci-avant pour l'ensemble de ses cocontractants éventuels qui interviendraient dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre (sous-traitants directs et indirects, cotraitants, entreprises de travail temporaire).

Le titulaire s'engage ainsi à imposer cette obligation à ces derniers qui doivent lui remettre l'ensemble des pièces.

Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande d'IFPEN.

En cas de non-production des documents susmentionnés, sur simple constat, IFPEN met en demeure le titulaire de fournir ces documents dans un délai qu'elle fixe. A l'expiration de ce délai, le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard dont le montant forfaitaire est fixé à l'article 15 du CCP.

En cas d'intervention d'un travailleur détaché non régulièrement déclaré au préalable, IFPEN est en droit de le récuser, le titulaire assure à ses frais son remplacement immédiat.

9.9. Grève

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire de l'accord-cadre, au premier jour de la grève, d'assurer un service minimum.

En cas d'impossibilité pour le titulaire de l'accord-cadre d'exécuter même partiellement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, IFPEN y pourvoit par tous les moyens qu'elle juge utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même ou par un tiers le service.

Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par IFPEN par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures restant dues.

Le titulaire et ses sous-traitants sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

La grève du personnel du titulaire et de ses sous-traitants ne saurait constituer, en aucune façon, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par IFPEN.

Les représentants d'IFPEN sont tenus informés immédiatement de tout conflit social dans le périmètre de l'accord-cadre et des solutions mises en œuvre pour son règlement rapide.

9.10. Clause de non-sollicitation de salariés

Les employés du Titulaire demeurent placés sous la direction, l'autorité, et le contrôle du Titulaire et ne seront en aucune manière assimilés à des salariés IFPEN. L'accord-cadre ne créera aucune relation de subordination entre le personnel du Titulaire et celui d'IFPEN. Le Titulaire reste responsable de la supervision (et le cas échéant de la discipline) de son personnel durant l'exécution de l'accord-cadre.

Chaque Partie renonce à engager, ou à faire travailler, directement ou par personne interposée, tout sous-traitant ou tout collaborateur de l'autre Partie participant, ou devant participer, à l'exécution du Contrat, sans accord exprès et préalable de l'autre Partie, même si la sollicitation initiale est suscitée par le sous-traitant ou le collaborateur lui-même.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	27/ 47

Ces renoncations sont valables pendant toute la durée du Contrat et pendant six (6) mois à compter de sa date de fin.

Dans le cas où l'une des deux Parties ne respecterait pas cette obligation, elle s'engage à dédommager l'autre Partie en lui versant immédiatement une somme forfaitaire H.T. égale aux salaires bruts versés au collaborateur concerné durant les six (6) mois précédant son départ.

10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN

10.1. Obligations générales du Titulaire

➤ Obligation de résultat

Le Titulaire s'engage, au titre d'une obligation de résultat, à exécuter la Prestation telle que détaillée dans le Cahier des Clauses Particulières et, notamment à :

- Mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires et une organisation permettant de garantir une continuité d'exécution des prestations de transport et une qualité des prestations de transport tout au long de la durée de l'accord-cadre ;
- Mettre à disposition un personnel roulant compétent ayant reçu une formation adaptée. Les conducteurs sont titulaires d'un permis D valide, sont à jour des visites médicales obligatoires à réaliser, sont à jour de la Formation Initiale Minimale Obligatoire (FIMO) et de la Formation Continue Obligatoire (FCO) attestant des compétences professionnelles des conducteurs ;
- Produire les livrables administratifs énoncés au CCP de l'accord-cadre ;
- Produire les documents ou informations nécessaires au suivi de l'exécution de l'accord-cadre et au respect de la qualité des prestations ;
- Être présent aux réunions de suivi des prestations de l'accord-cadre ;
- Respecter les dates et échéances prévues aux documents d'exécution et aux documents contractuels ou selon les échéances définies de manière informelle entre IFPEN et le titulaire au cours de communication effectuées au moyen de courriels électroniques, d'échanges téléphonique... ;
- Mettre en place un processus de vérification de bon fonctionnement à tous niveaux de ses véhicules avant l'exécution de chaque prestation de transport.

Le titulaire met en œuvre les moyens et l'organisation, nécessaires pour répondre à cette obligation de résultat, sur lesquels il s'est engagé contractuellement.

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou préposés. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre.

➤ Obligation de confidentialité

Par ailleurs, conformément à l'article 19 du présent CCP, le Titulaire est soumis à une **obligation de confidentialité**.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	28/ 47

➤ **Obligation d'information, de conseil et de mise en garde**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard d'IFPEN. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet de l'accord-cadre et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par IFPEN.

Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste à informer complètement IFPEN sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, à porter à la connaissance d'IFPEN tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, à suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.

Le titulaire propose des actions pour les réduire ou les supprimer.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil notamment en ce qui concerne le contenu des prestations qui lui sont demandées au titre de l'accord-cadre.

10.2. Obligations générales de l'Acheteur

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur s'engage à :

- collaborer activement avec le titulaire et l'informer de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont il aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre,
- communiquer au titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre,
- vérifier en temps utile, la qualité des prestations et formuler s'il y a lieu des remarques, des observations des réclamations ou des désaccords,
- assurer au titulaire l'exclusivité des prestations définies au présent accord-cadre. Toutefois en cas d'interruption des prestations incombant au titulaire, IFPEN est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du titulaire et ce pendant toute la durée indispensable pour assurer les prestations prévues à l'accord-cadre. Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative n'est intervenue dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réception par le titulaire d'une mise en demeure précisant les manquements,
- garantir au Titulaire le libre accès aux locaux du Site dans le cadre de l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

➤ **Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont celles prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

➤ **Obligation de paiement**

IFPEN paye les factures reçues du Titulaire dans les conditions définies au présent document.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	29/ 47

10.3. Responsabilité du titulaire

Le Titulaire est responsable à l'égard d'IFPEN de tous les dommages, dégâts, incendies, casses et autres causes, résultant notamment de sa négligence, de ses manquements dans l'exécution de l'accord-cadre ou de toute autre cause pouvant lui être imputée.

Cette responsabilité du titulaire s'étend sur les prestations objet de l'accord-cadre et ne se termine qu'au terme de l'accord-cadre ou au terme du dernier bon de commande achat toujours en vigueur au terme de l'accord-cadre.

Il est expressément convenu que le titulaire est entièrement responsable :

- de son personnel et des sous-traitants travaillant à l'exécution des prestations de l'accord-cadre, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ;
- des conséquences de tout accident survenu de son fait ou du fait de son personnel ;
- des dégâts et dommages survenus à IFPEN, ses locaux ou matériels, ses salariés ou tout tiers à l'occasion de l'exécution des prestations.

10.4. Assurance

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire contracte les assurances pour tous les dommages causés aux biens et aux personnes dans le cadre de son intervention pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à rester assuré pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la réception de la demande de l'acheteur. Le cas échéant, l'attestation d'assurance fournie est datée de moins de trois (3) mois et mentionne notamment les plafonds de garantie et le fait que le titulaire est à jour du paiement de ses primes.

IFPEN doit être informée par le titulaire de chaque réactualisation du/des contrat(s) d'assurance opérée par la/les compagnie(s) d'assurance.

10.5. Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord-cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans qu'IFPEN n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Pour ce faire, ils sont communiqués au service des achats par voie dématérialisée.

Le Titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces, peut être sanctionnée par l'application de pénalité en vertu de l'article 15 du CCP. En cas de manquements répétés établis par IFPEN ou par un tiers ou par les services de l'état chargés de la vérification et du recouvrement des cotisations de sécurité

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	30/ 47

sociale de l'entreprise, l'Acheteur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire de l'accord-cadre.

10.6. Protection de l'environnement

L'article 7 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier le respect au cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de IFPEN.

En cas d'évolution de la législation ou de la réglementation, le titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes les modifications éventuelles et se conformer aux nouvelles règles sans délai.

Sur le fondement de l'article L.1431-3 du code des transports, le titulaire détermine annuellement la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise par le transport mobilisé durant l'exécution de l'accord-cadre. Ainsi, il communique à l'acheteur, lors de la réunion de Bilan annuel d'activité une présentation « Quantification des émissions de GES des prestations de transport mobilisées durant l'exécution de l'accord-cadre ». La formalisation de la présentation est à la discrétion du titulaire. En cas de sous-traitance de la prestation de transport, le titulaire exige de ses prestataires la transmission des données nécessaires à la réalisation de cette présentation. En complément de la transmission des données relatives à la quantification des émissions de GES, le titulaire propose des mesures pour réduire les émissions de GES durant l'exécution des prestations de transport de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'est engagé au travers son offre retenue valant engagement contractuel sur des modalités d'exécution des prestations de transport respectant l'environnement sous différents aspects. Le Titulaire est tenu de respecter ses engagements pris et figurant au cadre de réponse technique et RSE et/ou au mémoire technique valant engagement contractuel. Tout écart observé en cours d'exécution de l'accord-cadre pourra faire l'objet de l'application des pénalités prévues à l'article 15 du présent CCP.

Enfin, dans la mesure du possible, le titulaire s'efforce de recourir à des outils de communication dématérialisés en cas d'échanges d'information avec IFPEN.

10.7. Transfert d'activité

Le titulaire s'engage à informer IFPEN sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent accord-cadre, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative de l'accord-cadre notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par IFPEN après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur :

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	31/ 47

- Les déclarations DC1, DC2, du futur titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique ;
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant l'accord-cadre.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à IFPEN.

La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

À compter de la réception par IFPEN de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, IFPEN n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si IFPEN émet des observations ou pose des conditions, le Titulaire dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou des conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, IFPEN dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part d'IFPEN vaudra refus de la modification.

10.8. Demande d'informations de suivi

Pour les besoins tenant au suivi des prestations de l'accord-cadre, IFPEN est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

11. PRIX

11.1. Contenu des prix

L'article 10.1.3 du CCAG-FCS s'applique en plus des conditions exposées ci-dessous.

Le prix de chaque prestation de transport figurant au Bordereau des Prix unitaires (BPU) est un prix unitaire, un prix ferme et un prix révisable dans les conditions de l'article 11.2 du présent CCP.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur les bases des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations telles que visées à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	32/ 47

Plus généralement, le prix doit par ailleurs tenir compte des sujétions suivantes :

- toutes les prescriptions, les sujétions de toute nature et de toute origines liées à l'exécution de l'accord-cadre pour le compte d'un établissement d'enseignement supérieur ;
- la mise à disposition d'une flotte de véhicules affectés au transport de personnes comportant plus de 9 places assises (conducteur compris) pour l'exécution des prestations ;
- les matériels, les consommables (carburants et combustibles) et les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations ;
- les frais de main d'œuvre, de recrutement, de formation et d'encadrement, pour réaliser les prestations ;
- les frais éventuels de péages autoroutiers et d'ouvrages d'art (pont, tunnel...) ;
- les frais éventuels de stationnement (parking) ;
- les frais éventuels d'indemnité repas des conducteurs ;
- la rédaction, les éventuelles corrections et la remise des livrables administratifs prévus dans le CCP ;
- les frais de réunion, de représentation en réunion ;
- les frais d'assurance conformément à l'article 10.4 du CCP.

Les prix s'entendent pour les prestations exécutées dans les conditions prévues au cahier des clauses particulières. Le Titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes et indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et avoir élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

L'itinéraire routier entrepris durant une sortie scolaire pour rejoindre l'ensemble des sites de visite est à la discrétion exclusive du titulaire. Aucune modification des prix unitaires ni plus-value ne sera accepté en cours d'exécution de l'accord-cadre en raison d'une mauvaise appréciation des itinéraires routiers à emprunter dans le cadre d'une sortie scolaire.

Les prestations sont réglées majoritairement selon les prix unitaires du Bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre.

11.2. Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur les bases des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Dans un premier temps, les prix de l'accord-cadre restent fermes durant toute la première année d'exécution. C'est à dire, durant les 12 premiers mois à compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre. Par la suite, ces prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de début d'exécution des prestations de l'accord-cadre par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations.

Les prix de l'accord-cadre révisable sont l'ensemble des prix compris au Bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix de base sont révisables, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times [I(n)/I(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	33/ 47

- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo)
- I(o) est la valeur de l'indice de révision au mois zéro (Mo)
- I(n) est la dernière valeur de l'indice de révision connu à la date de calcul de la révision

L'indice INSEE utilisé pour la révision des prix de l'accord-cadre est le suivant :

- Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 07.3.2.1 - Transport de passagers par autobus et autocar (identifiant : 001763671).

La révision des prix intervient à la demande exclusive du titulaire. Le titulaire fait parvenir 30 jours calendaires avant la date anniversaire de début d'exécution des prestations, par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception, sa demande à l'Acheteur IFPEN en charge du suivi du contrat. Toute demande de révision réceptionnée postérieurement au délai indiqué précédemment ou en dehors du canal défini précédemment peut être rejetée la date de réception du courrier ou courriel faisant foi.

Toute demande de révision des prix doit être dûment justifiée. Le titulaire ne peut prétendre à une augmentation des prix de l'accord-cadre pour des motifs tirés de sa politique commerciale.

Le cas échéant, la révision des prix est réalisée par l'Acheteur IFPEN en charge du suivi du contrat et notifiée par courriel au titulaire (soit le référent contrat du Titulaire). L'application de la révision à la hausse ou à la baisse porte sur l'ensemble des prix du Bordereau des prix unitaires (BPU).

Sans l'opposition de l'une des deux parties dans un délai de 15 jours, les nouveaux prix sont appliqués.

En cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date du service fait.

➤ **Clause butoir**

La variation annuelle des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) résultant de la révision est plafonnée à +3%. La clause butoir empêche l'évolution des prix au-delà du butoir prévu, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

A titre exceptionnel, l'Acheteur peut accorder une hausse supérieure à +3% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues le justifient (cf. article 12. CLAUSE DE REEXAMEN du présent CCP).

12. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent accord-cadre notamment en cas d'évolution technique impactant l'exécution de l'accord-cadre ou dans les conditions exposées au présent article qui impliquent éventuellement l'ajout de nouvelles prestations à l'accord-cadre ou le retrait.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du Titulaire de l'accord-cadre, à l'aide d'éléments

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	34/ 47

probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

1 - Ajout de prestations supplémentaires ou modificatives dans le Bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre par établissement de prix nouveaux.

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des prix nouveaux peuvent être négociés avec le titulaire, dans le cas d'un besoin nouveau en lien avec l'objet de l'accord-cadre « Transport des élèves et accompagnants dans le cadre de sorties scolaires en France organisées à IFP School » résultant :

- de la nécessité, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, de faire appel à des services ou des fournitures spécifiques ne figurant pas au Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- de l'activité générale du secrétariat général de l'école ;
- de l'activité générale des services d'enseignement de l'école (Centres et Programmes).

L'ajout de prestations supplémentaires ou modificatives dans le BPU de l'accord-cadre est limité à concurrence de 10 000 € HT maximum par année d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur, après avoir consulté le titulaire, détermine, par bons de commande en dérogation de l'article 23 du CCAG Fournitures Courantes et Services, un ou plusieurs prix nouveaux, dans les conditions et limites cumulatives suivantes :

- prix conformes à l'objet de l'accord-cadre ;
- prix n'engendrant pas de bouleversement économique de l'accord-cadre ;
- prix établis sur les mêmes bases que ceux de l'accord-cadre, c'est-à-dire dans les conditions économiques du mois d'établissement des prix ;
- le recours aux mécanismes des prix nouveaux ne doit jamais avoir pour objet de contourner des obligations de publicité et de mise en concurrence.

Ces prix nouveaux concernent des prestations supplémentaires ou modificatives. Ces prix nouveaux sont des prix ne figurant pas dans l'accord-cadre initial. Ils peuvent prendre la forme de prix unitaire ou de prix forfaitaire.

Ces prix nouveaux figurant sur bon de commande sont provisoires. Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification du bon de commande, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

2 - Modification de la clause de variation des prix du Bordereau des prix unitaires (BPU).

La formule de révision prévue à l'article 11.2 du CCP et ses paramètres sont modifiés dans le cas suivant :

- si leur application est rendue impossible par suite de la disparition d'un ou plusieurs indices pris en compte ou de modifications apportées à leur mode de calcul.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	35/ 47

3 - Modification des clauses contractuelles.

Modification des clauses contractuelles par la prise en compte de l'évolution de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité, ou de la législation relative à la protection de l'environnement, de la réglementation générale de protection des données personnelles,

4 - Modifications des représentants d'IFPEN dans le cadre de l'exécution du contrat

Ajout ou suppression d'un représentant d'IFPEN dans le cadre de l'exécution du contrat mentionné à l'article 9.1.1 du présent CCP. Modification du libellé de la fonction d'un représentant d'IFPEN dans le cadre de l'exécution du contrat mentionné à l'article 9.1.1 du présent CCP.

5 - Modifications relatives au(x) titulaire(s).

Changement de dénomination sociale du titulaire : En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement informer IFPEN (Direction des Finances IFPEN – Département des achats) par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception. Il doit également communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement et toutes pièces administratives sur sa situation juridique dans les plus brefs délais.

Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre : Le titulaire doit informer IFPEN (Direction des Finances IFPEN – Département des achats) à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé. En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

Modification du groupement en cours d'exécution du présent accord-cadre : Lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur. Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge par un autre membre du groupement sous réserve que celui-ci en ait les capacités. Si aucun autre membre du groupement n'est en mesure de réaliser cette mission, un nouveau membre du groupement peut être proposé au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article R.2194-6, 1°. Si le groupement n'est pas en mesure de pallier la défaillance, les prestations concernées seront exécutées par un tiers au frais et risques du titulaire, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS.

6 - Réexamen des conditions financières et techniques de l'accord-cadre impactées par des mesures nécessaires/réglementaires liées notamment à une crise sanitaire ou tout autre évènement.

Cette clause peut être mise en œuvre autant de fois que nécessaire, c'est-à-dire chaque fois que l'évolution plus ou moins contraignante des mesures de crise l'exige, soit à l'initiative de l'acheteur soit à celle du titulaire. La demande est notifiée à l'autre partie contractante par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via courriel électronique assorti d'un accusé réception. A l'issue des

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	36/ 47

éventuelles négociations et en cas d'acceptation par IFPEN, le titulaire est alors destinataire d'une décision unilatérale d'IFPEN fixant les nouvelles conditions économiques de l'accord-cadre, assortie le cas échéant d'une annexe financière mise à jour.

Les parties peuvent décider d'engager une révision exceptionnelle des prix de l'accord-cadre en dehors de la période de révision prévue à l'article 11 du CCP. Une telle mesure est applicable en présence de circonstances particulières marquées, notamment, par des augmentations subites, imprévisibles et exceptionnelles dans son ampleur des principaux coûts constitutifs des prestations figurant au présent accord-cadre d'une nature telle que l'économie générale du contrat s'en trouve bouleversée. Le Titulaire de l'accord-cadre apporte la démonstration que l'exécution des prestations telles que prévues à l'accord-cadre entraînerait pour lui un surcoût manifestement excessif de nature à engendrer une perte d'exploitation.

Les parties s'engagent à recourir, dans la mesure du possible, aux modalités de révision des prix prévus à l'accord-cadre et elles peuvent déroger à la clause butoir. A défaut et à titre exceptionnel, les parties peuvent décider de nouvelles modalités de variation, le titulaire est autorisé à présenter à l'acceptation d'IFPEN des tarifs réévalués selon son propre barème en veillant à produire des éléments suffisamment probants démontrant la réalité des hausses de coûts invoqués. Seuls les prix impactés par les circonstances sus-évoquées sont concernés par cette revalorisation.

Dans de telles circonstances, les clauses de pénalités prévues à l'accord-cadre peuvent être neutralisées, les délais d'exécution peuvent être revus.

Les modifications apportées demeurent applicables aussi longtemps qu'elles sont jugées indispensables pour faire face aux circonstances exceptionnelles et permettre la poursuite de l'exécution du contrat.

En cas de cessation des circonstances ayant conduit à une modification du contrat, les parties s'engagent à revenir aux conditions techniques et/ou financières de l'accord-cadre antérieurement mises en œuvre. Cela étant, s'il est constaté en cours d'exécution de l'accord-cadre une baisse ou une disparition des surcoûts ayant fondé la révision exceptionnelle des prix acceptée par l'Acheteur, la personne publique est en droit d'exiger un ajustement à la baisse des prix au regard du contexte économique voire à une reprise des conditions économiques antérieurement conclues.

13. MODALITES DE REGLEMENT

13.1. Modalités de facturation

Chaque sortie scolaire réalisée fait l'objet d'une facturation spécifique.

Chaque facture est émise au plus tard 10 jours suivant la réalisation de la sortie scolaire considérée.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture et le numéro du bon de commande achat IFPEN (voir nota de l'article 5 du CCP),
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro SIRET ou le numéro d'identification ou les coordonnées complètes de l'émetteur de la facture,

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	37/ 47

- l'intitulé et le numéro du présent accord-cadre,
- la date ou la période de réalisation des prestations,
- la dénomination précise des prestations et mentionnant pour chaque prestation le montant pour la période concernée,
- le montant total HT des prestations admises, le montant de la TVA et son taux applicable au moment des prestations et le montant total TTC,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les factures comme toutes les autres pièces associées ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente, dans le cas contraire, celles-ci sont réputées nulles et non écrites.

Dans le cas où le Titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques, les factures sont émises par le mandataire du groupement ; les sommes dues en exécution de l'accord-cadre sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le Titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

IFPEN informe le Titulaire que :

- Le numéro de Siret d'IFPEN à utiliser en tant qu'identifiant sur Chorus Pro est : 775 729 155 00017,
- Le **code Service** à utiliser est : **facture _commande** (*en toute lettres et il convient d'utiliser le tiret du 8 pour le code service, entre facture et commande sans espace*)
- Le **numéro d'engagement** à utiliser est : n° de commande

Le Titulaire doit avertir sans délai IFPEN de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

Le paiement des factures s'effectue, à terme échu après complète réalisation des prestations considérées, par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué dans l'Acte d'Engagement, à trente (30) jours - réception facture sur CHORUS, sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant les éléments mentionnés au paragraphe précédent.

Conformément à l'article R2192-15 2°, la date de réception est la date de notification à l'Acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part de IFPEN de la facture concernée, le Titulaire a droit à :

- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	38/ 47

de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse ; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.

- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Si IFPEN conteste tout ou partie d'une facture, IFPEN retourne cette facture au Titulaire en donnant par écrit les raisons de son désaccord. Le Titulaire peut alors :

- soit redéposer sur Chorus Pro, la facture rectifiée à la satisfaction d'IFPEN,
- soit redéposer sur Chorus Pro, une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant déposée sur ledit portail, le cas échéant, après règlement du différend.

13.2. Avances et acomptes

✓ Avances

En tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial, l'Acheteur n'est pas soumis aux dispositions de l'articles R2191-4 du code de la commande publique, il n'est pas prévu d'y recourir à titre dérogatoire.

✓ Acomptes

Compte-tenu des modalités de facturation mentionnées à l'article 13.1 du présent CCP, il n'est pas prévu d'acomptes.

14. FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne peut être tenue pour responsable du retard, de l'inexécution ou de tout autre manquement à ses obligations prévues au présent accord-cadre, dès lors que cette défaillance résulte d'un cas de Force Majeure au sens de la réglementation en vigueur.

Toutefois, les Parties entendent préciser que ne sont pas considérés comme des cas de Force Majeure les grèves ou mouvements sociaux du personnel du Titulaire ou du personnel de ses sous-traitants.

La Partie invoquant un cas de Force Majeure doit en informer dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, dès sa survenance, l'autre Partie par tout moyen disponible et décrit les circonstances qui sont à l'origine du cas de Force Majeure.

En cas de Force Majeure, les obligations des Parties sont suspendues pendant toute la durée du cas de Force Majeure et reprennent à compter de la cessation de ce dernier.

En toute circonstance, le Titulaire fait tous ses efforts pour réduire toute interruption due à un cas de Force Majeure.

Lorsque le cas de force majeure cesse, l'accord-cadre reprend son exécution normale.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	39/ 47

En cas de suspension de l'accord-cadre pour survenance d'un cas de force majeure, au-delà d'une durée de vingt (20) Jours ouvrés, l'Acheteur est alors autorisé à faire appel à un autre prestataire afin de répondre à son besoin. Dans ce cas, aucune indemnité n'est due par l'Acheteur au Titulaire.

15. PENALITES

15.1. Principes généraux

Il est fait application de l'article 14 du CCAG-FCS à l'exception de ce qui suit :

- Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS susvisé, les pénalités décrites ci-dessous peuvent être cumulatives et sont exigibles dès le premier Euro.
- Par dérogation à l'article 14.1.2, les pénalités listées ci-dessous sont limitées à un maximum de 15% du montant des prestations réalisées sur l'année d'exécution considéré (12 mois).
- Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 € calculées au présent article.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

15.2. Tableau des Pénalités de l'accord-cadre

Motifs de pénalités	Pénalités
Retard dans la transmission de tout document nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.	100 € HT par document manquant
Non-déclaration de travailleurs détachés (non-production des documents ou transmission incomplète des documents exigibles).	100 € HT par document manquant
Non-respect des modalités d'exercice de la sous-traitance prévues au contrat et sous-traitance occulte*.	200 € HT au forfait
Cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.	2500 € HT pénalité forfaitaire appliquée par IFPEN indépendamment du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail
Retard à l'arrivée sur le lieu de visite/formation objet de la sortie scolaire.	Le titulaire encourt une pénalité équivalente à 10% du montant HT de la sortie scolaire par quart d'heure de retard à l'arrivée sur le lieu de visite/formation objet de la sortie scolaire. Le titulaire encourt une pénalité équivalente à 100% du montant HT de la sortie scolaire si le

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	40/ 47

	retard à l'arrivée sur le lieu de visite/formation objet de la sortie scolaire dépasse 1 heure.
Rupture de la continuité de service de transport.	200 € HT par constat de rupture de la continuité de service de transport
Absence du ou des représentant(s) du Titulaire aux réunions programmées (est considéré comme absent le Titulaire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au fait de l'accord-cadre).	100 € HT par personne et par absence
Qualité de service non conforme aux stipulations de l'accord-cadre.	100 € HT par constat de non-respect d'une stipulation de l'accord-cadre relative à la Qualité de service
Non-respect par le Titulaire d'un engagement environnemental figurant dans le cadre de réponse technique et RSE et/ou au mémoire technique valant engagement contractuel.	100 € HT par constat de non-respect d'un engagement environnemental

*sous-traitance occulte = l'intervention d'un opérateur économique agissant en qualité de sous-traitant sans avoir été préalablement accepté par l'Acheteur et sans l'agrément de ses conditions de paiement.

Les pénalités ne sont pas une compensation du préjudice né du défaut de respect des délais et/ou de la prestation à réaliser, mais une incitation pour le Titulaire à respecter ceux-ci. Les pénalités ont pour objectif de sanctionner un défaut de qualité de service du Titulaire. En conséquence, nonobstant les pénalités, le Titulaire demeure entièrement responsable à l'égard de l'Acheteur des conséquences du retard ou de la mauvaise réalisation lui étant imputables.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'Acheteur de notifier la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues au présent CCP. En cas de retard ou de défaillances dans la prestation, le Titulaire encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts et à ses frais dans les conditions au présent CCP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le Titulaire reste définitivement acquise à l'Acheteur.

Les pénalités sont dues sur présentation de facture ou au choix de l'Acheteur, via l'émission de facture d'avoir.

16. SOUS-TRAITANCE

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe et indirecte sont définies aux articles R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique. Conformément à l'article 12.2 du CCAG-FCS, le Titulaire ne

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	41/ 47

peut sous-traiter une partie de l'exécution de l'accord-cadre sans l'autorisation préalable de IFPEN et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur et dans les conditions exposées ci-dessous.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du présent accord-cadre.

Conformément à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, IFPEN notifie, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Conformément à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire connaître à IFPEN le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et faire agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Pour présenter un sous-traitant, direct ou indirect en cours d'exécution de l'accord-cadre le titulaire utilise le formulaire DC4 joint au Dossier de Consultation des Entreprises, dûment complété. Il doit adresser à l'appui de sa demande :

- Un DC4 par sous-traitant,
- Un DC2 entièrement complété par sous-traitant,
- Les attestations fiscales et sociales de chaque sous-traitant,
- Une attestation d'assurance couvrant la durée totale des prestations
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur au seuil indiqué à l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

En cas de non-respect des modalités exposées au présent article et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS, en cas de sous-traitance occultée avérée, le titulaire encourt les pénalités définies à l'article 15 du présent CCP, après une mise en demeure restée infructueuse. L'application d'une pénalité sanctionnant le non-respect de la déclaration de sous-traitance ne prive pas IFPEN de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG FCS.

17. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	42/ 47

d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de l'accord-cadre.

18. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre du présent accord-cadre, IFPEN en sa qualité de responsable de traitement, autorise le titulaire à traiter des données à caractère personnel (ci-après « Données Personnelles ») relatives au présent accord-cadre.

Ces Données Personnelles sont :

- Nom, prénom, adresse électronique scolaire et/ou personnelle des élèves de IFP School participants à des sorties scolaires,
- Nom, prénom, adresse électronique scolaire et/ou personnelle des professeurs ou autres accompagnants de IFP School participants à des sorties scolaires,
- Nom, prénom, adresse électronique IFPEN/IFPSchool, coordonnées téléphoniques des responsables IFPEN/IFPSchool en charge suivi des prestations de l'accord-cadre.

Le titulaire, en sa qualité de sous-traitant, doit présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences des réglementations applicables et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Il s'engage à ne pas sous-traiter tout ou partie de l'exécution du traitement de Données Personnelles sans l'autorisation préalable et écrite d'IFPEN.

Afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque que représente le traitement, le Titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles y compris entre autres la « pseudonymisation » et le chiffrement des Données Personnelles, les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement, les moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données Personnelles et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident, une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

En cas de violation des Données Personnelles, le titulaire doit notifier cette violation à IFPEN dans les 24 heures après en avoir pris connaissance et lui fournir toutes les informations suffisantes lui permettant de satisfaire à ses obligations de notification de violation des Données Personnelles conformément à la réglementation applicable.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou vers une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il devra informer IFPEN de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire s'engage à aider IFPEN à s'acquitter de ses obligations en matière de Données Personnelles.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	43/ 47

Le titulaire restitue les Données Personnelles sans délai, à la demande d'IFPEN et au plus tard à l'expiration ou à la résiliation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit et détruit toutes copies existantes.

19. CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE

19.1. Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG, les dispositions des articles 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG sont non applicables au présent accord-cadre et sont remplacées par les dispositions suivantes :

- (a) Pour les besoins du présent article le terme « Informations » désigne tout document, donnée, échantillon, code informatique, dessin, photo, plan, procédé, données expérimentales, résultats d'essai, modèle, formule, prototype, concept, savoir-faire, rapport, invention, schéma, ou en général toutes informations de nature technique, commerciale, financière, administrative, ou de quelque autre nature que ce soit, qu'elles soient écrites, électroniques ou orales, transmises par l'Acheteur au Titulaire, ou dont ce dernier aurait eu connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre, notamment à l'occasion de visites sur le site de l'Acheteur et ce indépendamment du fait que de telles informations aient été clairement marquées ou identifiées comme « confidentielles ». Les résultats et/ou livrables de l'accord-cadre sont également des Informations.
- (b) Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer à son personnel et éventuels sous-traitants, la confidentialité la plus absolue sur les Informations qui pourront lui être communiquées pour les besoins de l'accord-cadre ou dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre ainsi que sur les résultats et livrables de la prestation propre à l'Acheteur.
- (c) Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour protéger les Informations en vue de la prévention et de la protection contre toute divulgation ou diffusion non autorisée, y compris le vol et l'espionnage.
- (d) Les Informations pourront être communiquées par le Titulaire aux seuls membres de son personnel et éventuels sous-traitants agréés qui auraient à en connaître pour les besoins de l'accord-cadre. Lesdites personnes seront informées de la nature confidentielle des Informations et des restrictions d'usage à cet égard. Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires, dans les limites fixées par la loi, pour faire en sorte que ces personnes soient tenues par les mêmes engagements que ceux inscrits dans l'accord-cadre, y compris, le cas échéant, au terme de leur contrat de travail ou au titre du contrat de sous-traitance. Le Titulaire se porte fort du respect du présent engagement de confidentialité par ces personnes.
- (e) Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer ou utiliser pour lui-même et/ou pour le compte de tiers, de quelque manière que ce soit, les Informations à une autre fin que l'exécution de l'accord-cadre et s'engage à ne pas copier ou reproduire, totalement ou partiellement les Informations en dehors des besoins de l'accord-cadre sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur. Il s'oblige à restituer à l'Acheteur ou à détruire, sur simple demande écrite de l'Acheteur, toute Information de l'Acheteur en sa possession.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	44/ 47

- (f) Ces dispositions ne s'appliquent pas aux Informations qui :
- (i) lors de leur divulgation sont déjà en possession du Titulaire s'il peut apporter la preuve d'une telle possession personnelle antérieure,
 - (ii) au moment de leur divulgation font partie du domaine public ou le deviennent ultérieurement sans participation ni faute de la part du Titulaire,
 - (iii) sont divulguées par un tiers légalement habilité à procéder à une telle divulgation sans restriction de confidentialité.
 - (iv) ont dû être communiquées par l'application d'une décision de justice ou d'un ordre émanant d'une autorité gouvernementale ou administrative. Dans ce cas, la communication des Informations doit être limitée au strict nécessaire. Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur dans les plus brefs délais de toute communication faite à ce titre, et le cas échéant, à mettre tout en œuvre pour respecter les instructions raisonnables de l'Acheteur concernant cette communication. Le Titulaire reste tenu par les obligations de confidentialité contenues dans l'accord-cadre concernant les Informations susvisées.
- En revanche, toute combinaison d'Informations, sera traitée comme telle et restera soumise aux termes du présent Article, même si certaines Informations prises individuellement relèvent des exceptions précédemment énumérées aux points (i) à (iii). Il en sera de même dans le cas d'Information spécifique qui, au moment de sa divulgation dans le cadre de l'accord-cadre, est comprise dans des informations générales entrant dans le cadre des exceptions.
- (g) Les Informations (ainsi que toute reproduction) communiquées par l'Acheteur au Titulaire restent, sous réserve des droits des tiers, la propriété de l'Acheteur.
- (h) En aucun cas, la divulgation des Informations dans le cadre de l'accord-cadre ne peut être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au Titulaire la concession d'un droit de licence ou une promesse de concession de droit de licence par l'Acheteur, pour toute utilisation, y compris industrielle ou commerciale, de ces Informations.
- (i) Le Titulaire s'engage à ne pas déposer de titres de propriété industrielle sur des créations utilisant, intégrant ou mettant en œuvres les Informations.
- (j) Le Titulaire s'interdit toute publication ou communication relative à l'accord-cadre et ses résultats/livrables sans l'autorisation préalable écrite de l'Acheteur. Toute référence publicitaire par le Titulaire à l'Acheteur sera subordonnée à l'accord préalable écrit de l'Acheteur.
- (k) Les obligations du présent article resteront en vigueur pendant la durée de l'accord-cadre et les dix (10) ans qui suivent le terme de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause. Il est toutefois entendu entre les parties qu'à l'issue de la période de confidentialité définie ci-avant, les Informations relevant du secret des affaires resteront protégées au titre de la réglementation applicable (loi n°2018-670 du 30 juillet 2018 et son décret d'application n° 2018-1126 du 11 décembre 2018) tant que lesdites Informations ne seront pas tombées dans le domaine public sans faute ou participation du Titulaire.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	45/ 47

19.2. Déontologie

Le Titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au Titulaire si tout ou partie de l'accord-cadre est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le Code de conduite anticorruption d'IFPEN accessible sur son site.

Pour tout ce qui a trait au présent accord-cadre, le Titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le présent accord-cadre ou d'en faciliter son exécution.

Le Titulaire s'engage, à la première demande de l'Acheteur, à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et aux dépenses réalisées par le Titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent accord-cadre pendant sa durée et au moins trois (3) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation dudit accord-cadre à un cabinet d'expertise comptable indépendant. Ce cabinet transmet à l'Acheteur les seules informations relatives à une éventuelle infraction du Titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le Titulaire a manqué aux obligations susvisées, le Titulaire s'engage à rembourser à l'Acheteur les frais dudit audit.

En cas de manquement par le Titulaire à une de ses obligations susvisées, l'Acheteur se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent accord-cadre sans préavis ni indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

20. RÉSILIATION

Les modalités de résiliation de l'accord-cadre sont celles prévues aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

21. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'Acheteur peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard soit, en cas de résiliation fautive de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire (voir article 20 du CCP). La décision de résiliation mentionne expressément cette exécution aux frais et risques.

Dans le cas d'une résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, celui-ci n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution dudit accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	46/ 47

22. REVERSIBILITE

NEANT.

23. PUBLICITE ET REFERENCES

Le Titulaire doit solliciter une autorisation écrite pour tout usage du nom de l'Acheteur à titre de référence dans sa documentation commerciale et/ou sur tout moyen de communication électronique.

Tout projet d'article, publicité ou communication portant sur les prestations exécutées pour le compte de l'Acheteur est strictement interdit.

24. POUVOIR DE SIGNATURE

Chacune des Parties au présent accord-cadre assure et garantit qu'elle a tout pouvoir pour conclure et signer l'Acte d'engagement.

25. LANGUES

Le présent accord-cadre est rédigé en langue française. En cas de documents rédigés dans une autre langue et en cas de conflit entre les Parties, seul l'accord-cadre et les documents contractuels rédigés en langue française sont considérés comme valables sur le plan juridique.

26. NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations gardent toute leur force et leur portée.

Dans ce cas les Parties conviennent de chercher une solution permettant de respecter au mieux l'esprit du présent accord-cadre.

27. TITRES

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

28. LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 2	30/01/2026	47/ 47

Préalablement à tout recours contentieux, l'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité de l'accord-cadre, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution de celui-ci, et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française. En cas de litige compétence expresse est attribuée au Tribunal compétant du ressort de Rueil-Malmaison (92) nonobstant une pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Les Parties élisent domicile au lieu de leur siège social. Si le Titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le présent accord-cadre exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucune indication, aucun document ne peut engendrer des obligations au titre des présentes, s'ils ne sont l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre des Parties à une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme renonciation à l'obligation en cause.

29. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Nature de la dérogation	Articles CCP	Articles CCAG-FCS
Ordre de priorité des pièces contractuelles	3.1	4.1
Sous-traitance	18	3.6.3
Clause de réexamen	14	25 et 23
Pénalités	17	14
Confidentialité	21	5.1